



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 374 du 09 mars 2025

Au sommaire :

- Contre l'offensive masculiniste et l'extrême droite, revenir aux origines du 8 mars pour que la mobilisation féministe dynamise le mouvement ouvrier - *Mónica Casanova*
- Pour répondre au désarroi du monde du travail face au basculement du monde, le besoin d'une perspective révolutionnaire - *Texte collectif de discussion au sein du NPA-R*

Contre l'offensive masculiniste et l'extrême droite, revenir aux origines du 8 mars pour que la mobilisation féministe dynamise le mouvement ouvrier

« *Historiques, pas hystériques* » disaient des pancartes dans les manifestations du 8 mars. Oui, historique, c'est bien le sens et la dimension des mobilisations féministes combattives, dynamiques, colorées, déterminées et en colère contre toutes les attaques faites aux femmes et minorités de genre, dans le contexte d'offensive masculiniste orchestrée par l'extrême droite, Trump en tête.

Cette offensive est une déclaration de guerre aux récentes victoires du mouvement des femmes, la mise en accusation sur la place publique de Dominique Pélicot, Le Scouarnec, l'Abbé Pierre ou le pensionnat de Bétharram...

Elles ont fait le procès de l'oppression des femmes et de son corollaire, la pédophilie, au cœur même de la société, acceptées, partie intégrante des rapports de domination inhérents au capitalisme dont le patriarcat est indissociable.

L'offensive réactionnaire qui accompagne l'offensive contre le monde du travail, la montée du militarisme, des guerres, du racisme et la xénophobie contre les migrant·es, remet en cause les acquis des luttes des femmes, le droit à la parole conquis grâce au courage des victimes.

Elle est la réponse des va-t'en guerre, du capitalisme aux abois à ce souffle de révolte qui met à nu la pourriture congénitale du système.

Ces attaques engendrent un nouveau développement des luttes des femmes en lien avec la lutte des classes, dans la continuité de celles à l'origine de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars.

Ce mouvement a besoin d'assumer consciemment cette continuité, de renouer avec la lutte pour en finir avec les rapports d'exploitation et de domination à l'origine des oppressions.

La lutte des femmes, dès ses origines un combat révolutionnaire et socialiste

Les femmes sont intervenues politiquement, en première ligne quand les classes populaires se sont soulevées lors de la Révolution française. Olympe de Gouges, symbole de leur engagement dans la révolution, partisane aussi de l'abolition de l'esclavage, avait déclaré avant d'être guillotinée : « *La femme a le droit de monter à l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune* »

Après l'avènement de la bourgeoisie au pouvoir, Flora Tristan fut la première à établir clairement que la lutte des femmes et hommes opprimé·es était une même lutte contre l'ordre social. Ouvrière coloriste mariée à son patron, un artisan dont elle fut la victime d'une tentative de féminicide, elle avait affirmé : « *Un prolétaire peut opprimer plus opprimé que lui, sa femme* ». Elle réclama le droit au divorce, l'abolition de la peine de mort et l'union de « *la classe ouvrière, la classe qui souffre, la plus nombreuse et la plus utile* ».

Elle s'inspirait des idées défendues par les socialistes utopiques comme Fourier qui avait écrit : « *L'abaissement du sexe féminin est un trait essentiel à la fois de la civilisation et de la barbarie, avec cette seule différence que l'ordre civilisé élève chacun des vices que la barbarie pratique en mode simple, à un mode d'existence composé, à double sens, ambigu et hypocrite... Personne n'est plus profondément puni que l'homme du fait que la femme est maintenue dans l'esclavage* » ; « *Le degré de l'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de l'émancipation générale* ».

Ce furent Marx et Engels qui donnèrent une explication matérialiste et scientifique à l'oppression des femmes en

montrant que, loin d'être naturelle, elle était née avec les sociétés de classe pour assurer la transmission de la propriété privée, Engels écrivant dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* : « *Le mariage conjugal n'entre donc point dans l'histoire comme la réconciliation de l'homme et de la femme, et bien moins encore comme la forme suprême du mariage. Au contraire, il apparaît comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans toute la préhistoire. [...] La première opposition de classe qui se manifeste dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans le mariage conjugal, et la première oppression de classe, avec l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin.* »

Lors de la Commune de Paris, elles furent nombreuses comme Elisabeth Dimitrieff, Nathalie Le Mel ou Louise Michel, à s'organiser jusqu'à gérer les affaires politiques en participant à la première forme de pouvoir du prolétariat. Lorsque le capitalisme commença à développer le travail des femmes dans l'industrie, le mouvement ouvrier socialiste naissant s'y opposa. Avec Paul Lafargue, Marx rédigea le premier programme ouvrier qui le défendait en l'encadrant dans l'intérêt de leur santé et de la maternité. Comme l'a déclaré en 1889 la socialiste allemande Clara Zetkin au Congrès de fondation de l'Internationale Socialiste : « *En l'état actuel du développement économique, le travail féminin est une nécessité, [...] ce n'est pas le travail féminin en soi qui, par le jeu de la concurrence, fait baisser les salaires mais l'exploitation dudit travail par les capitalistes* ».

Le socialiste August Bebel dans *La Femme et le Socialisme* montra qu'il n'y avait pas une lutte des sexes pour l'émancipation des femmes contre les hommes, mais une lutte de classes, non pour aménager seulement le système capitaliste en protégeant mieux les femmes, mais pour le renverser.

La journée internationale pour les droits des femmes, née d'une grève ouvrière et de l'appel de la Conférence socialiste des femmes de Copenhague

Les femmes travailleuses de plus en plus nombreuses à s'organiser dans le mouvement ouvrier socialiste se battirent pour y intégrer leurs revendications spécifiques comme le droit de vote, la protection de la maternité, le droit à la contraception et à l'avortement, l'aide à la femme seule avec des enfants, le droit à la séparation, au divorce, contre le mariage et l'emprise de la religion sur la vie des femmes, pour une éducation des enfants laïque, mixte et émancipatrice.

Elles le firent, avec l'intervention active de Clara Zetkin, à travers leur organisation y compris de manière autonome au sein du mouvement socialiste avec des revues et conférences féministes.

La décision d'instaurer une journée internationale de lutte pour les droits des femmes est née de cet essor du

mouvement des femmes au sein du mouvement ouvrier. L'initiative en revient à une ouvrière socialiste immigrée aux Etats-Unis, Theresa Malkiel, dirigeante avec ses compagnes couturières depuis leur plus jeune âge comme l'irlandaise Leonora O'Reilly, d'une grève de 20 000 ouvrières du textile à New York en 1909.

C'est dans la chaleur de cette grève, à l'occasion de la Conférence internationale des femmes socialistes de Copenhague en 1910, qu'un appel instaura cette journée. Elle a marqué un jalon dans l'action et l'organisation des femmes devenues, comme l'a écrit Clara Zetkin, « *prolétaires, compagnes de travail et d'esclavage, des égales indispensables dans la lutte des classes* », membres à part entière et aiguillons du mouvement ouvrier et d'émancipation.

La lutte des femmes au cœur de la conquête du pouvoir par les prolétaires russes

Lorsque les socialistes votèrent les crédits de guerre en rompant définitivement avec une politique de classe, la Troisième Conférence Internationale des Femmes Socialistes de Berne en 1915 se prononça contre la guerre et la trahison de ses partis pour, comme le déclara Clara Zetkin « *que le puissant engagement des masses laborieuses pour la paix réduise au silence dans les rues les clameurs patriotiques assassines : guerre à la guerre !* »

Le rôle des femmes a aussi été décisif lorsque les hommes furent envoyés à la guerre, pour organiser la lutte contre la vie chère et pour la paix.

En Russie, la révolution de 1917 commença le 23 février, 8 mars selon notre calendrier, journée internationale des femmes, par la grève des ouvrières de Saint Pétersbourg. Le nouveau régime soviétique instaura en 1921 le 8 mars comme journée chômée pour la première fois dans l'histoire.

Avec la participation active des travailleuses, il a tenté de prendre en main les tâches familiales de manière la plus collective possible (développement de cantines, crèches, laveries, lieux de vie communs) afin de décharger les femmes mais aussi les hommes des tâches domestiques.

Il a été le premier à dépénaliser l'avortement et les unions homosexuelles, à légaliser le mariage civil et l'union libre, à accompagner la femme élevant seule ses enfants jusqu'à leur majorité et même à avoir une femme ministre en 1917, Alexandra Kollontai, et un secrétariat aux femmes, le Jenotdel, où elle collabora avec Inessa Armand et Nadejda Kroupskaïa.

En s'inspirant des travaux de Freud, Kollontai combattit la répression des désirs et milita pour l'amour libre, la camaraderie amoureuse comme source d'élan révolutionnaire pour les femmes si longtemps réprimées dans leur sexualité.

L'organisation autonome des femmes au sein du régime instauré par la révolution s'est adressée aux plus exploitées d'entre elles, reléguées dans les zones les plus reculées de l'empire tsariste en prise aux traditions patriar-

cales comme les mariages forcés ou la polygamie, avec des brigades non mixtes pour s'adresser à elles.

Malgré le recul du mouvement ouvrier, le mouvement des femmes a poursuivi son œuvre révolutionnaire

La victoire de la réaction bourgeoise, du fascisme et de la contre-révolution stalinienne, la Deuxième guerre impérialiste mondiale entraînent un profond recul du mouvement ouvrier en URSS et dans le monde.

Les progrès économiques, technologiques et scientifiques qui suivirent eurent pour conséquence un développement du travail des femmes dans les villes au détriment du monde rural. Les conditions de vie, de travail, dans la famille, ont été bouleversées.

Cette transformation des conditions de vie dans un monde où les peuples coloniaux se soulevaient pour conquérir leur indépendance nationale, où les Afro-américain-es engageaient la lutte pour les droits civiques, où la classe ouvrière gagnait de nouveaux droits, nourrit les aspirations à vivre mieux et libre, à briser les rapports de domination et d'exploitation. Pour les femmes, le besoin irrépressible d'autonomie, de liberté, de contrôler leur maternité et donc d'imposer la contraception et l'avortement, l'union libre, les diversités sexuelles.

Il fallait bousculer le vieux monde, ce fut la vague de révolte et de contestation de mai 1968.

Le combat de l'avocate franco-tunisienne Gisèle Halimi en défense de la jeune Marie-Claire victime d'un viol, mit courageusement sur la place publique la question de l'IVG. Interdit par la loi depuis 1920 en France, le droit à l'IVG finit par être promulgué en janvier 1975, par un combat acharné des femmes pour disposer de leur corps. Cette puissante vague féministe fut menée par des organisations comme le MLF en rupture avec le mouvement ouvrier encadré par un PS réformiste et un PC stalinien, défenseurs de l'ordre patriarcal.

L'arrivée de la gauche au pouvoir ouvrit une période de recul. Mais depuis le début de ce siècle et surtout après la grande récession de 2008 et les Printemps arabes, le mouvement des femmes n'a cessé de progresser malgré l'offensive réactionnaire.

Défendre les acquis, imposer les droits des femmes, c'est lutter pour en finir avec le patriarcat, les rapports d'exploitation et de domination, le capitalisme

Les acquis du mouvement féministe sont aujourd'hui remis en cause, menacés. Les inégalités, les atteintes aux libertés des femmes comme l'interdiction de l'avortement dans la plupart des pays du monde, demeurent.

Il y a eu 139 féminicides en France en 2024, 244 300 victimes de violences conjugales en 2022, en hausse de 15 % en un an. Les victimes de viols sont toujours aussi nombreuses.

En 2023, selon l'Insee, les salaires des femmes étaient inférieurs de 22,2 % à ceux des hommes. Elles représentent toujours la majorité des temps partiels imposés dans des métiers mal payés et précaires ; leurs retraites demeurent de 40 % inférieures à celles des hommes. 85 % des familles monoparentales ont toujours à leur tête une femme.

Les importants acquis du mouvement féministe sont aujourd'hui soit repris en main par les institutions et dévoyés, soit laminés.

L'offensive masculiniste associée à l'offensive raciste, xénophobe et nationaliste en cours font partie d'une attaque frontale contre les droits et les libertés des femmes, de celles qui ont osé affronter le pouvoir patriarcal au service d'un capitalisme qui court après le profit par la guerre. Elle s'accompagne de préjugés et violence homophobe ou anti-LGBTI.

La guerre contre les travailleuses et les travailleurs, c'est aussi la guerre contre les femmes et les diversités sexuelles.

C'est pourquoi ce qu'affirmait Clara Zetkin au Congrès du Parti social-démocrate allemand en 1875 reste si actuel :

« La lutte pour l'émancipation des femmes prolétaires ne peut être la même lutte que celle des femmes bourgeoises contre l'homme de sa classe ; au contraire, la sienne est une lutte unie à l'homme de sa classe contre la classe des capitalistes. [...] L'objectif final de sa lutte n'est pas la libre concurrence avec l'homme, mais la conquête du pouvoir politique du prolétariat. La femme prolétaire combat coude à coude avec l'homme de sa classe contre la société capitaliste. Tout ceci ne signifie pas qu'elle ne doit pas soutenir aussi les revendications du mouvement féministe bourgeois. Mais l'obtention de ces revendications représente pour elle seulement un instrument comme un moyen pour une fin, pour entrer en lutte avec les mêmes armes que le prolétariat »

L'avenir des luttes féministes s'inscrit dans cette continuité. Et les femmes montrent aujourd'hui qu'elles sont une force motrice de contestation de l'ordre, de lutte dans la joie, souvent en soutien à la Palestine, antiracistes, avec les migrant-es, antiguerres, en défense de l'environnement... un ferment indispensable à la renaissance d'un mouvement ouvrier émancipé des préjugés sexistes et du patriarcat qui le soumet à l'idéologie des classes dominantes, pour contester les rapports de propriété et de domination.

Mónica Casanova

Pour répondre au désarroi du monde du travail face au basculement du monde, le besoin d'une perspective révolutionnaire

Après l'investiture de Trump-Musk, le 20 janvier, l'accentuation de la guerre commerciale, l'annonce du projet des USA et d'Israël de déporter plus de deux millions de Palestiniens vers l'Égypte et la Jordanie avant de suspendre l'approvisionnement de Gaza, le tournant américain dans la guerre par procuration d'Ukraine suivi du réarmement à marche forcée de l'UE marquent un tournant dans la crise globale du capitalisme, un basculement du monde.

La violence cynique des agressions politiques, sociales, diplomatiques et militaires de Trump dérouté mais elle est dans la continuité, quant au fond, de la violence hypocrite de Biden et de l'Otan justifiant le génocide du peuple palestinien au nom du droit d'Israël de se défendre ou accusant d'antisémitisme celles et ceux qui le dénoncent ou justifiant leur guerre par procuration contre la Russie au nom du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Aujourd'hui, la violence de Trump contre Zelensky ainsi que l'annonce du gel de l'aide américaine visent à faire plier ou mettre sur la touche celui qui s'était fait le champion militariste de l'Occident contre la Russie sacrifiant son peuple aux intérêts des vieilles puissances impérialistes, désormais obstacle sur le chemin des négociations avec le tyran Poutine qu'ont choisies les USA qui s'apprêtent à dépecer l'Ukraine. Zelensky n'a pas eu le choix que de céder à l'ultimatum pour « *arranger les choses* » et « *travailler sous le leadership puissant du président Trump pour obtenir une paix durable* ».

Quant à Macron, pour mieux justifier sa politique militariste de réarmement et les sacrifices qu'il veut imposer au monde du travail tout en cherchant à préserver son alliance avec Trump, il dénonce le fantasme de la menace que la Russie ferait peser sur l'Europe. Il s'affirme européen et patriote, chef de guerre et pacifiste !

Le brusque revirement de Trump met à nu la politique des classes capitalistes, la loi du plus fort qui régit les rapports entre les classes et les nations. Il ouvre les yeux de millions de travailleur-es sur la nature de la démocratie bourgeoise, simple paravent de la dictature du capital et de son Etat. Il les aide à déchiffrer la lutte de classe derrière les discours lénifiants et mensongers, les formules creuses vidées de tout contenu de classe et historique comme le droit des nations à disposer d'elles-mêmes dont la propagande impérialiste a usé et abusé et qui visent à soumettre ou endormir les consciences. Il crée ainsi le terrain aux prises de conscience qu'il n'y a pas d'autres voies pour empêcher la catastrophe où conduit le capitalisme que l'intervention directe des classes exploitées et opprimées, le socialisme.

Dans la période de grande confusion que nous connaissons où l'intégration de la gauche syndicale et politique à l'ordre capitaliste désarme le monde du travail, nous

avons devant nous un indispensable travail d'explication pour aider les travailleur-es à trouver leur boussole de classe, à combattre toute union nationale, à prendre leurs affaires en main. Comprendre la politique des classes dominantes, le contenu du basculement que nous connaissons, l'impasse du capitalisme et les perspectives révolutionnaires qu'ils ouvrent est indispensable pour avoir une politique, une orientation pour les mobilisations et les luttes, une stratégie pour changer le monde.

L'offensive commerciale, financière, technologique et militaire des USA, facteur déterminant de la crise globale du capitalisme sénile

« *Nous ne faisons que commencer* », a asséné Trump dans son discours devant le congrès, les Etats-Unis sont « *sur le point de connaître un retour en force comme le monde n'en a jamais connu et n'en connaîtra peut-être jamais plus* ».

Au-delà de la forme, des rodomontades et des provocations, du mépris des travailleurs et des peuples, du racisme et de la xénophobie, du masculinisme, Trump est l'expression d'un phénomène profond qui menace l'avenir même de la société, la faillite du mode de production capitaliste confronté à ses propres limites économiques, sociales, humaines, écologiques.

Trump est le symbole de la fusion croissante du pouvoir politique et des milliardaires de la high tech, des fonds spéculatifs et des multinationales de l'énergie, il est le produit et l'acteur de l'offensive réactionnaire du capitalisme financiarisé et mondialisé qui s'est développée contre le monde du travail et les peuples, contre la nature pour maintenir la croissance des profits.

Le capitalisme mondial est, en fait, entré dans une longue phase de stagnation du fait de sa maladie chronique, la crise d'accumulation, c'est à dire l'incapacité de tirer de l'exploitation suffisamment de plus-value, de profit, pour nourrir les appétits sans limite de la masse de capitaux sans cesse en expansion.

Les financiers et les États tentent de sauver le malade en le plaçant sous perfusion par la politique d'argent bon marché et de la dette qui subventionne les profits, par l'inflation, par une exploitation toujours plus féroce du travail et de la nature, en développant une économie de prédation, en accentuant la concurrence mondialisée dont la guerre et la militarisation sont des agents économiques indispensables.

Les inégalités se creusent alors que se concentrent de plus en plus de richesses entre quelques mains de rapaces parasites.

La crise écologique de plus en plus destructrice est l'expression de la faillite du capitalisme.

La guerre déclarée par les USA aux peuples et aux travailleurs ainsi qu'aux nations alliées ou rivales, le protectionnisme combiné au militarisme conduisent inévitablement à une exacerbation des contradictions qui minent le capitalisme. Elle entretient une instabilité économique et politique internationale qui prépare un krach voire une récession majeure, mondialisée, un effondrement politique des classes dirigeantes et la possibilité pour le prolétariat d'engager un processus révolutionnaire international.

Face à la guerre commerciale et militaire vers l'affrontement mondialisé entre le capital et le travail

Les vieilles puissances impérialistes occidentales se trouvent soumises à la concurrence des anciens pays coloniaux qui, après avoir conquis l'indépendance nationale, ont intégré le marché mondial. Elles ont perdu de façon irréversible leur hégémonie mondiale, ce à quoi, aveugles, elles se refusent en menaçant la planète d'une mondialisation de la guerre. La possibilité d'un cessez-le feu dans la guerre d'Ukraine ne représente en rien un coup d'arrêt à leur offensive militariste qui menace de s'étendre avec en toile de fond la guerre commerciale contre la Chine et les pays des BRICS.

Trump prétend vouloir négocier la fin de la guerre avec Poutine, il ne cherche qu'à établir un rapport de force de la même façon que le cessez le feu à Gaza n'est qu'une trêve dans une guerre sans fin.

Trump veut « *la paix par la force* », c'est à dire la paix par la guerre pour perpétuer la domination des USA sur le monde, la pax americana !

Derrière bien des indignations et protestations face au mépris ostensible de Trump pour Zelensky et l'Ukraine et malgré leur volonté affichée d'affirmer leur indépendance vis à vis des USA, la plupart des dirigeants de l'UE et de Grande Bretagne se sont, en fait, ralliés à sa politique « de paix » pour accélérer leur réarmement ainsi qu'il le leur demandait et prendre en charge « la sécurité » de l'Europe et de l'Ukraine contre la Russie.

Leur propagande pour la paix est une justification de la course aux armements pour préparer la guerre !

Les discours lors du débat à l'Assemblée nationale et les velléités de construire « *l'Europe de la défense* » restent, à ce stade, dans le cadre de l'Otan et de l'alliance avec les USA. Cette vassalisation souligne les difficultés des bourgeoisies européennes, celle de la bourgeoisie française, vieilles bourgeoisies colonialiste, à dépasser leur rivalités, incapables d'affronter les évolutions de leur propre système.

L'Europe ne pourra devenir un facteur de paix que si les travailleur.es s'allient par-delà les frontières pour construire les Etats-Unis socialistes d'Europe. La reconnaissance des droits du peuple palestinien ne pourra être réalisée que dans une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient. La fin de la guerre fratricide entre la Russie et l'Ukraine, une paix démocratique, ne peut résulter que de la fraternisation des travailleurs contre leurs

dirigeants. Ici, la lutte pour la paix est une lutte contre notre propre bourgeoisie.

Pas un euro, pas une arme, pas un homme pour leurs guerres !

La marche à la faillite du capitalisme ou la possibilité et la nécessité de l'émergence d'un « *ordre économique et social supérieur* »

L'évolution du capitalisme mondialisé et financiarisé nous entraîne vers une catastrophe du fait que l'économie ne fonctionne que pour satisfaire la soif insatiable de profit de la masse de capitaux concentrés entre les mains d'une oligarchie de milliardaires parasites.

Le pouvoir de cette oligarchie montre sans fard son visage là où elle concentre le plus de richesses, aux USA, le visage du capitalisme sénile avec son cortège de violence anti-ouvrière, anti-migrants, raciste, masculiniste, nationaliste, impérialiste et climatosceptique.

Il révèle l'absurdité et la folie de ce système fondé sur la propriété privée financière et la concurrence, sa faillite. Miné par ses contradictions, le capital est nu. La propriété privée capitaliste ruine les possibilités de développement humain que permettraient les progrès scientifiques et techniques, les retourne contre l'homme et la nature qu'elle menace d'une catastrophe économique, sociale, écologique voire nucléaire.

La crise sociale et politique à laquelle nous sommes confrontés ici obéit aux mêmes causes, l'offensive de la classe capitaliste et des politiciens qui la servent contre le monde du travail pour faire face à la concurrence et sauver leurs profits, leur domination, repousser le krach.

Lénine voyait dans le capitalisme à son stade impérialiste « *la transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur* ». Les rapports de force entre les classes, le développement insuffisant du prolétariat en particulier dans l'URSS arriérée mais aussi dans le monde laissèrent l'initiative à la réaction fasciste et à la contre-révolution stalinienne. Aujourd'hui, la révolution permanente a accompli son travail pour créer les conditions de l'avènement de ce nouvel ordre social et économique, le socialisme et le communisme.

Contre la montée de l'extrême droite et la menace de dictatures populistes un programme de de classe internationaliste

Ici et dans toute l'Europe, l'accentuation de l'exploitation et des inégalités, de l'injustice, la régression sociale au profit de la finance sont les moteurs de la crise des institutions de la démocratie bourgeoise qui nourrit la montée de l'extrême droite et, sous la pression du militarisme, la menace de dictatures populistes.

La gauche gouvernementale, prisonnière des jeux parlementaires et minée par les ambitions rivales, ne représente, pas plus que dans son passé de reniements, de perspective.

Les directions syndicales sont, elles, plus que jamais prisonnières du dialogue social et s'intègrent à la politique de la bourgeoisie.

L'Allemagne est confrontée à la même logique destructrice dans la tourmente de la crise capitaliste. La rupture au sein de la coalition au pouvoir autour du SPD a profité, lors des élections fédérales du 23 février, à la droite de la CDU-CSU et permis à l'extrême-droite, l'AfD, de doubler ses voix pour réaliser 20,8 % des voix. Le sursaut de Die Linke avec 8,8 % des voix, s'il exprime une mobilisation de la jeunesse, ne représente aucune perspective. De la même manière qu'en France, l'improbable coalition qui se constituera autour de Merz ouvrira, sous la pression de la concurrence économique et de la guerre, la route à l'AfD.

Nous ne connaissons pas les rythmes de l'histoire mais nous savons que la marche à la faillite du capitalisme ne peut trouver d'issue que dans l'affrontement entre le travail et le capital, socialisme ou barbarie.

La question des salaires et des retraites, du chômage et de la précarité, du droit de toutes et tous à la libre circulation et la libre installation, la question des services publics, de la santé et de l'éducation, de la démocratie, du droit des femmes et de l'égalité entre les sexes, des droits des LGBTQI, la crise écologique ainsi que la menace de mondialisation de la guerre ne peuvent trouver de réponse dans le cadre de ce système fondé sur les rapports d'exploitation et de domination, la course à la rentabilité financière.

La question du pouvoir, qui dirige la société en fonction de quels intérêt sociaux, de classe est posée, soit la dictature fascisante du capital soit un pouvoir démocratique et révolutionnaire des travailleur.es.

Pour nous préparer aux affrontements annoncés, au processus révolutionnaire qui s'ouvre, le mouvement révolutionnaire a besoin de formuler une stratégie, un programme qui permette de dépasser ses divisions et faiblesses, de rassembler ses forces et de s'ouvrir largement sur le mouvement ouvrier et social, le mouvement des femmes, la jeunesse.

Il s'agit d'inscrire dans la vie du monde du travail, dans ses mobilisations et ses luttes, ses expériences une compréhension de l'évolution de la société et du mode de production dominant, le capitalisme, sur laquelle se fonde la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, pourquoi elle est nécessaire et surtout possible.

Dépasser les divisions et le sectarisme du mouvement révolutionnaire en élaborant collectivement une orientation, une stratégie pour répondre aux besoins du monde du travail

Les trois congrès des principales organisations révolutionnaires qui se sont tenus en décembre et fin janvier, les congrès de Lutte ouvrière, de Révolution permanente et du NPA-Révolutionnaires sont indicatifs de nos difficultés.

Les questions politiques essentielles, la compréhension que nous avons du nouveau stade de développement du capitalisme sénile, le capitalisme financiarisé mondialisé, du point de vue des perspectives révolutionnaires, c'est à dire la question de la renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire restent sans réponse.

Aucun des trois courants n'a même posé ces questions restant prisonnier du passé, d'une analyse caricaturée et mythifiée de l'impérialisme de Lénine ainsi que du programme de transition de Trotsky ou du mirage de la reconstruction de la IV, ni ne s'est soucié de le faire du point de vue d'une démarche s'adressant à l'ensemble du mouvement.

Le capital politique de Marx, Lénine Trotsky, Luxembourg dont tous se revendiquent n'a de sens que s'il est investi dans l'avenir, instrument et aide d'une élaboration nouvelle répondant aux besoins d'une époque nouvelle au lieu de le momifier dans des références dogmatiques qui servent à chaque fraction à justifier son existence séparée.

Un tel conservatisme sectaire devient au moment du basculement du monde que nous connaissons un obstacle sur le chemin de la construction d'un parti qui soit l'instrument des luttes et de l'émancipation, un parti démocratique, internationaliste, révolutionnaire qui redonne vie aux idées, reniées, trahies et caricaturées du socialisme et du communisme.

Sa construction ne peut être que l'œuvre collective des travailleuses et des travailleurs, des militant-es des différentes tendances ou fractions ou courants du mouvement ouvrier décidé-es à agir pour que le monde du travail se donne les moyens, l'instrument de son émancipation.

De ce point de vue, l'initiative des camarades de Révolution permanente à l'issue de leur congrès proposant à Lutte ouvrière et au NPA-R « *l'ouverture d'un débat public* », « *d'explorer la possibilité de campagnes politiques communes* » et « *d'entamer une discussion sur la possibilité de fronts électoraux pour les prochains scrutins* » est positive.

Nous sommes favorables et ouverts à ces discussions et devons nous y engager tout en précisant notre façon de voir, tant vis à vis des camarades de Lutte ouvrière que de RP, pour les inscrire dans la perspective de constituer un pôle des révolutionnaires.

Les discussions entre révolutionnaires ne sont pas des discussions entre petits appareils où chacun défend ses intérêts, cherche à mettre l'autre en difficulté mais bien des discussions sur ce qui devrait être notre priorité, rassembler nos forces pour contribuer à ce que les travailleur-es se donnent leur propre parti. Elles supposent une volonté clairement énoncée de rompre avec les mises en demeure et autres accusations au profit de relations fondées sur le respect tant des idées que de la solidarité militante.

Nous nous considérons comme un courant du mouvement révolutionnaire, actrices et acteurs de toutes les luttes et révoltes qui n'ont pas d'intérêts différents de

ceux de l'ensemble du mouvement ainsi que des différents mouvements de contestation du système capitaliste, de l'exploitation, des oppressions et des discriminations et veulent œuvrer à créer les conditions politiques de leur convergence.

Cette discussion ne doit pas se limiter à des rencontres entre directions mais implique l'ensemble des camarades. Elle ne saurait aussi se limiter au seul cadre de nos trois organisations. Elle concerne toutes celles et ceux qui se sentent partie prenante du combat contre le capitalisme

et les forces réactionnaires pour changer le monde. Il s'agit de développer notre démarche au sein du mouvement social, de ses organisations, des luttes et des mobilisations, de créer là où ce serait possible des cadres ouverts de discussion sur les voies et moyens de se rassembler pour travailler ensemble à jeter les bases d'un parti des travailleurs, parti de l'émancipation qui ne pourra être l'œuvre que des travailleur.es eux-mêmes.

06-03-2025

Texte collectif de discussion au sein du NPA-R